

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 Place du général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 01/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Unité de méthanisation de Issenheim**  
Communauté de Communes de Guebwiller  
1 rue des malgrès-Nous - BP 80114  
68500 Guebwiller

Références : 0006704392\_2024\_02\_14\_STEP\_Issenheim\_IED  
Code AIOT : 0006704392

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 de l'unité de méthanisation de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller implantée route de Merxheim à Issenheim (68500). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été programmée dans le cadre du dépôt de dossier de réexamen IED du BREF (Document de référence sur les meilleures techniques disponibles) WT (Traitement des déchets).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté de Communes de la Région de Guebwiller
- Route de Merxheim 68500 Issenheim
- Code AIOT : 0006704392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site transforme en biogaz et en digestat par fermentation anaérobie (méthanisation) des boues provenant de la station d'épuration de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller.

**Contexte de l'inspection :**

- Réexamen IED

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle de la combustion	Arrêté Préfectoral du 04/03/2008, article 18.1.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Accès	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 - VIII	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Valeurs limites d'émissions et surveillance	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.3 - article V	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 - article VI	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	1 mois
5	Limitation de l'usage et conception des torchères	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 - article V	Mise en demeure, respect de prescription	31/01/2025
6	Réexamen IED	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L515-30	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence de nombreuses non-conformités et notamment :

- Le biogaz produit n'est pas entièrement valorisé mais brûlé dans une torchère ; la présence d'une conduite corrodée sert au transport du biogaz.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2008, article 18.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Torchère
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les gaz de combustion de la torchère doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant au moins 0,3 seconde. La température est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.
<b>Constats :</b> . Il n'y a pas de suivi des paramètres de combustion.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 - VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, clôture - portail
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour contrôler les accès de son établissement et pour savoir à tout moment quelles sont les personnes qui y sont présentes. [...]
<b>Constats :</b> L'accès principal aux installations se fait par une entrée munie d'un portail. Aucun contrôle n'est réalisé à l'entrée du site. Il existe deux autres entrées secondaires fermées pendant l'inspection. Il a été constaté l'absence de grillage sur une partie de la clôture située à gauche du portail donnant sur la rivière la Lauch.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : Valeurs limites d'émissions et surveillance au niveau du biofiltre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.3 - article V		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents gazeux		
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets Effluents gazeux : Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique.		
Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
H2S	sans	semestrielle
NH3	20 mg/Nm3 (1)	Semestrielle (3)
Concentration d'odeurs	500 ouE/Nm3 (2)	Semestrielle (3)
(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.		
(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH3 et de H2S.		
(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH3, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.		
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les résultats des contrôles prescrits.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription		
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois		

**N° 4 : Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 - article VI-c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Canalisation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :

<p>[...]</p> <p>Prévention de la corrosion :</p> <p>Cela inclut des techniques telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le choix approprié des matériaux de construction ;</li> <li>• le revêtement intérieur ou extérieur des équipements et l'application d'inhibiteurs de corrosion sur les tuyaux.</li> </ul> <p>Applicables de manière générale</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les canalisations de biogaz sont en acier inoxydable.</p> <p>Le rapport de mise en conformité au bref WT daté du 23 avril 2021 fait état d'une canalisation, entre le gazomètre et le pot de purge, enterrée de DN200 en fonte présentant un risque important de corrosion et devant être renouvelée.</p> <p>Sur site l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer l'emplacement de la conduite enterrée.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un rapport indiquant si cette canalisation est en capacité de remplir ses fonctions sans danger.</p> <p>Dans ces conditions, il apparaît que le choix des matériaux mis en œuvre n'est pas approprié.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est aussi demandé à l'exploitant de mettre en place une zone d'exclusion au niveau de la canalisation afin d'éviter tout endommagement par une surcharge.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Limitation de l'usage et conception des torchères

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 - article V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Durée de torchage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le torchage est utilisé par l'exploitant lorsque sa production de biogaz est supérieure à ses besoins (alimentation de la chaudière du site pour chauffer les bureaux et pour le maintien en température du digesteur).</p> <p>Selon le dossier (01210481-102-ETU-ME-1-001-A-Dossier de Réexamen) de réexamen du 23 avril 2024 de l'exploitant, « l'excès de biogaz est envoyé vers la torchère. La production de biogaz étant excédentaire, l'utilisation de la torchère est donc continue. La capacité de la torchère est de 130 Nm<sup>3</sup>/h et la production actuelle de biogaz en pointe est de 90 Nm<sup>3</sup>/h ».</p> <p>Le plan d'action associé au dossier de réexamen précise que :</p> <p>« Une pré-étude sur les différents modes de valorisation du biogaz a été réalisé en 2019 par le Cabinet MERLIN, celle-ci a montré la pertinence d'une injection de biométhane dans le réseau CALEO.</p> <p>La CCRG commandera une mission de maîtrise d'œuvre portant sur la mise en œuvre d'une unité de traitement du biogaz et d'injection de biométhane. Ainsi, la torchère sera utilisée comme un organe de sécurité.</p> <p>Les délais de mise en conformité :</p> <p>Attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre pour la valorisation du biogaz d'ici mars 2022 ;</p> <p>AVP (avant-projet), PRO (projet) et ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux) de cette mission de maîtrise d'œuvre d'ici juin 2023 ;</p> <p>Construction et mise en service de l'unité de valorisation du biogaz d'ici janvier 2025 ».</p>

<p>L'unité de méthanisation n'est pas reliée à un réseau d'injection de biogaz ou à une unité de cogénération capable d'absorber toutes la production de biogaz produite.</p> <p>A l'origine la méthanisation était un moyen de transformer les boues issues de la STEP mitoyenne en digestats épandables.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 31 janvier 2025

**N° 6 : Réexamen IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-30
<b>Thème(s) :</b> Autre, rapport de base
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L. 181-12 et au dernier alinéa de l'article L. 181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la date du 22 mars l'exploitant n'a ni communiqué le rapport de base prescrit lors d'un réexamen IED, ni communiqué d'éléments justificatifs de sa non réalisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois